



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

croissance et emploi

Question au Gouvernement n° 4406

Texte de la question

BILAN DU GOUVERNEMENT

M. le président. La parole est à M. Yannick Moreau, pour le groupe Les Républicains.

M. Yannick Moreau. En cette période de Vendée Globe, ma question s'adresse au Premier ministre d'un gouvernement à la dérive. (*Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.*)

Il ne vous reste plus que cinq mois, monsieur le Premier ministre, pour sauver ce mandat catastrophique, redresser la barre, faire baisser le chômage et permettre ainsi à votre ami François Hollande de se représenter.

M. Michel Vergnier. C'est la démocratie !

M. Yannick Moreau. Cinq mois, c'est long, c'est même interminable. Avec les socialistes au pouvoir, les années comptent double...

Cinq mois, c'est long pour tous les Français qui souffrent du chômage.

« Je veux être jugé sur les résultats » : nous y sommes ! Avec 1,6 million de demandeurs d'emploi supplémentaires, votre bilan est nul : vous êtes disqualifié.

Cinq mois, c'est long pour tous les entrepreneurs de notre pays, aux prises avec le régime social des indépendants, les travailleurs détachés et un code du travail de 3 400 pages.

M. Marc Le Fur. Très bien !

M. Yannick Moreau. Cinq mois, c'est interminable. On en vient même à se demander si les socialistes n'ont pas inventé la machine à arrêter le temps. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.*)

Cinq mois, c'est interminable pour les millions de Français qui espèrent une alternance radicale et puissante susceptible de remettre la France sur les rails de la liberté d'entreprendre, de la croissance et de l'emploi.

Cinq mois, c'est interminable pour les millions de Français qui espèrent un allègement des charges, des normes et des impôts qui brident nos entreprises.

La France dispose d'énergies et d'atouts considérables qui ne demandent qu'à s'exprimer, pour peu qu'on ose

enfin faire confiance aux entrepreneurs et leur foutre la paix.

Lisibilité, stabilité, confiance et souplesse : voilà l'alternance forte que nous proposons.

M. Marc Le Fur. Très bien !

M. Yannick Moreau. Ma question est simple, monsieur le Premier ministre. À cinq mois de la fin de votre mandat, que comptez-vous faire pour rendre ces derniers jours utiles à la croissance, à l'emploi et à tous ceux qui, envers et contre tout, ont l'audace d'investir dans notre pays ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

M. Guy Geoffroy. Bravo !

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Manuel Valls, Premier ministre. Monsieur le député, il reste cinq mois, en effet, et pour ma part je respecte cette échéance, pour tirer...

M. Patrick Balkany. Sur qui voulez-vous tirer ?

M. Manuel Valls, Premier ministre. ...les conséquences de l'exercice démocratique auquel vous êtes en train de vous livrer, cinq mois pour faire des comparaisons entre ce que nous avons engagé et ce que vous proposez, cinq mois pour dire aux Français...

M. Patrick Balkany. Leur dire : « Pardon ! »

M. Manuel Valls, Premier ministre. ...que vous voulez mettre en cause le modèle républicain et le modèle social français (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain*)...

M. Claude Goasguen. C'est faux !

M. Franck Gilard. Ces propos sont inacceptables ! La République ne vous appartient pas !

M. Manuel Valls, Premier ministre. ...comme le montrent les propositions qui sont les vôtres, que vous assumerez parfaitement et qui traduisent l'idée que vous vous faites de l'État, des services publics et de l'école.

Ce que je souhaite, mais je sais que le débat est déjà engagé parmi vous, c'est que vous nous disiez comment vous allez faire, en supprimant 500 000 postes de fonctionnaires et d'agents, pour protéger les Français, éduquer nos enfants...

M. Alain Chrétien. Changez de ministre !

M. Manuel Valls, Premier ministre. ...et protéger notre modèle social !

M. Jean-François Lamour. On va les faire travailler plus ! Vous, vous ne savez pas ce que cela veut dire !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Cinq mois pour, tout simplement, avoir une idée de ce qu'est la société sur tous les sujets qui ont été abordés aujourd'hui,...

M. Guy Geoffroy. Quel aveu !

M. Manuel Valls, Premier ministre. ...c'est-à-dire pour refuser d'engager le pays dans une véritable révolution conservatrice.

M. Jean-François Lamour. Et les 10 % de chômeurs ?

M. Manuel Valls, Premier ministre. Il reste cinq mois au Chef du Gouvernement pour poursuivre le travail qu'il a entrepris au service des Français, cinq mois à la gauche pour redonner de l'espérance et bâtir un projet qui soit adapté aux réalités du monde, de l'Europe et de la France.

Cinq mois pour, avec de l'espoir, de la fierté et de la confiance, refuser votre projet, combattre l'extrême-droite, qui est peut-être aux portes du pouvoir, et permettre à ce pays de continuer à être la France, fière de ses valeurs.

Monsieur le député, puisque vous me donnez la possibilité de le rappeler, j'assumerai toutes mes responsabilités...

M. Charles de La Verpillière. Encore heureux !

M. Manuel Valls, Premier ministre. ...parce que je crois en ce pays, en ce que nous avons engagé et en l'incarnation des institutions et de la démocratie. Et je veux que les Français, et pas uniquement ceux de gauche, soient fiers, aient confiance en eux-mêmes et refusent un projet qui les ferait revenir en arrière. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain et sur plusieurs bancs du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste.)*

Données clés

Auteur : [M. Yannick Moreau](#)

Circonscription : Vendée (3^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4406

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [24 novembre 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [24 novembre 2016](#)